Lutter contre les MDMD

Exercice basé sur un scénario

**Situation actuelle dans la zone de responsabilité (ZDR)**



Situation actuelle

Jour J (= jour zéro de l’exercice)

**Dernières évolutions**

Populations civiles :

Karaoy (à proximité de 578, 6685)

Noviy (à proximité de 590, 6704)

Pyatiletka (zone Sud et Est de 586, 6683)

Shamalgan (à proximité de 557, 6702)

Le poste de commandement du bataillon est situé à Karaoy. Actuellement, une compagnie (-) est affectée à la protection du camp de déplacés de Shamalgan. Une section protège la piste d’atterrissage du Carana, située à proximité.

La piste d’atterrissage peut accueillir des C-130 et des MI-26.

Accord de paix de Kalari : Plusieurs signes inquiétants indiquent que le MPC accorde de moins en moins sa confiance à l’APK, ce qui renforce le risque d’une confrontation militaire potentielle avec le gouvernement. Les dirigeants du MPC et des personnalités influentes ont utilisé des discours télévisés pour prôner la scission des provinces occidentales du Carana. En outre, leur discours, qui ne repose sur aucune preuve, a insinué que les Nations unies compromettaient l’APK, alléguant que les Nations unies profitaient financièrement de leur présence dans la région. Même si le MPC n’exerce pas une influence sur l’ensemble de la population, l’APK suscite un sentiment d’injustice dans la zone de responsabilité.

Élections : Alors que le Carana s’apprête à vivre des élections décisives, des rumeurs crédibles suggèrent que le 10 octobre sera le jour de l’événement. L’impression qui prévaut est que le choix délibéré de la date par le Président Ogavo vise à provoquer des troubles et éventuellement pour manipuler les conditions électorales en sa faveur. L’atmosphère qui règne avant les élections a été marquée par la suspicion et la prolifération des MDMD, alors que toutes les factions politiques intensifient leurs campagnes médiatiques. En utilisant des plateformes telles que Facebook, Twitter (X) et YouTube, ils ont diffusé auprès de la population une multitude d’informations et de MDMD. À Karaoy, le scepticisme à l’égard de l’impartialité de la MANUC grandit et se mêle aux inquiétudes concernant le contrôle de l’ONU et à celui des programmes politiques dans l’espace d’information. Cet afflux médiatique a exacerbé le climat de méfiance, sapant les efforts de l’ONU pour sauvegarder le processus démocratique. Alors que la nation se prépare à vivre une journée qui pourrait bouleverser son avenir, elle reste prise dans un tourbillon de propagande.

Les FDC sont une unité constituée de la taille d’un bataillon doté de moyens de transport terrestre et se déplaçant actuellement d’est en ouest (du secteur 1 au secteur 2). Le siège de la mission n’est pas sûr de ses intentions et toutes les demandes d’information ont été ignorées. Cependant, on sait que si elles continuent à se déplacer, elles entreront dans la zone de responsabilité du bataillon dans environ 8 heures.

Saison humide : Le changement climatique a aggravé le début de la saison des pluies au Carana, marquant une phase environnementale et sociopolitique cruciale. Cette période, caractérisée par une augmentation de l’humidité et des précipitations, entraîne des problèmes tels que des inondations, des dommages aux infrastructures et des épidémies, qui ont un impact particulier sur le secteur agricole. Le groupe ethnique dominant Falin et les communautés plus petites Kori et Tatsi sont les plus touchés. Les pressions environnementales pendant la saison des pluies peuvent exacerber les tensions sociétales sous-jacentes, ce qui a des répercussions sur la stabilité politique et les processus démocratiques du Carana. La capacité du gouvernement à répondre efficacement aux impacts de la saison des pluies sera essentielle pour maintenir la stabilité et faire progresser les ambitions démocratiques. De même, les agences des Nations unies et les forces de maintien de la paix dans la province de Tarrani sont confrontées à des défis importants. Les principales voies d’accès sont inondées, ce qui entrave l’acheminement de l’aide humanitaire et limite la mobilité des forces de maintien de la paix, compliquant ainsi les efforts déployés pour maintenir la stabilité et aider les civils. Les migrations saisonnières de l’est vers la province de Terrani mettent à rude épreuve les ressources et les services d’urgence. Au fur et à mesure que les eaux montent, le risque de tensions entre les communautés augmente, ce qui oblige les agences des Nations unies à trouver un équilibre entre l’aide d’urgence et les efforts délicats de maintien de la paix. Leur efficacité dans leurs efforts influe directement sur leur légitimité et la confiance de la population locale, ce qui est crucial pour la poursuite des activités de consolidation de la paix. La saison des pluies mettra à l’épreuve la résilience et la capacité d’adaptation des soldats de la paix et des agences des Nations unies, soulignant la nécessité d’une planification d’urgence solide et de stratégies réactives pour relever les défis environnementaux et sociopolitiques à Tarrani. Des informations erronées et des désinformations ont circulé concernant les discussions entre le département des infrastructures du Carana et la MANUC. Ces discussions suggèrent que le déplacement des forces des Nations unies de leur siège dans le secteur 2 vers le secteur 1 pourrait être temporaire, afin de prévenir les conflits avec les FDC pendant leur transition entre les secteurs en raison de la saison des pluies.

Camp de déplacés : Le camp a récemment recensé 1 800 personnes déplacées, dont environ 700 femmes, 450 filles, 300 hommes et 350 garçons. Toutefois, le nombre précis de personnes déplacées n’est pas encore connu. Le camp se prépare à un afflux de personnes déplacées en raison de l’arrivée de la saison des pluies. Les dommages subis par le système de barrage local ne font qu'aggraver la crise, en détournant une vague de migrants le long des principales voies de communication, ce qui a des répercussions directes sur la population du camp, qui ne cesse d'augmenter. L’incapacité de l’ONU à fournir l’appui technique demandé a suscité un vif mécontentement, entraînant des sentiments de frustration et des accusations sur les réseaux sociaux. La désinformation est omniprésente, comme en témoignent les images mal interprétées qui circulent en ligne et qui montrent une équipe d’ingénieurs des Nations unies en train d’inspecter le barrage endommagé. Les légendes trompeuses qui accompagnent ces images accusent l’ONU d’être à l’origine des dégâts, ce qui illustre les difficultés liées à la gestion des perceptions et des MDMD dans la zone de la mission.

OXFAM emploie 10 personnes, le CICR 3-4 personnes et le HCR 5 personnes dans le camp de déplacés. OXFAM fournit actuellement des ressources médicales pour faire face à l’augmentation annuelle des maladies d’origine hydrique pendant la saison des pluies. Cependant, les principaux dirigeants de la communauté Noviy sont frustrés et estiment qu’OXFAM devrait étendre l’aide médicale à toutes les régions, et non pas seulement aux personnes déplacées. Bien que les Nations unies ne soient pas directement impliquées, certains dans la région partagent ce sentiment et ne font pas de différence entre les Nations unies et OXFAM et les considèrent collectivement comme des acteurs externes.

Infrastructure et électricité : Le Carana dispose d’une capacité d’autosuffisance relative en matière de production d’électricité, essentiellement générée par deux centrales électriques au charbon et deux centrales hydroélectriques. Toutefois, la faiblesse réside dans le réseau de distribution, qui ne dessert actuellement que Galasi, les capitales des provinces et certaines villes. Cette inégalité relative à la fourniture en électricité stable et suffisante est à l'origine d'une grande frustration dans les zones rurales de l’ensemble de la zone de responsabilité, surtout par rapport à l’approvisionnement continu dont bénéficient les camps des Nations unies. Une récente panne d’électricité (Jour J -5) a donné lieu à une petite manifestation devant la base des Nations unies à Karaoy. Malgré les efforts déployés, cette question n’est toujours pas résolue, les journaux locaux de Karaoy publiant continuellement des articles sur le sujet (Jour J -4, 2, 1).

Karaoy compte environ 400 familles. Un influenceur de Karaoy a partagé des images de graffitis anti-ONU, pour leur caractère humoristique (Jour J -1). Les graffitis sur les murs du centre de diffusion de Radio Carana suggèrent que les Nations unies ont manipulé les informations pour influencer les élections au profit du gouvernement actuel (GdC).

Noviy compte environ 3 000 personnes déplacées de Pyataleka. Nous ne connaissons pas la répartition de cette population.

Des groupes criminels opèrent dans le secteur minier. Les revenus des mines sont destinés aux forces gouvernementales. Les groupes criminels sont composés de mercenaires et associés au gouvernement. Des rumeurs circulant sur diverses plateformes médiatiques suggèrent que l’ONU tire profit des activités minières. Les évaluations indiquent que ces rumeurs pourraient provenir des CISC et que celles-ci chercheraient à influencer l’attitude des Kori à l’égard de l’ONU. Cette situation est exacerbée par le manque de transparence quant à l’affectation des revenus miniers au sein de la population locale.

Des rapports ont montré que les CISC opèrent dans le secteur 2 depuis quelques mois avec environ 20 combattants. Leur objectif est de saboter le processus de paix en recourant à des attaques terroristes et au recrutement forcé. Les CISC sont une formation non structurée de rebelles aux origines diverses. Certains membres sont des Tatsi déserteurs des FDC, tandis que d’autres sont des réfugiés de la guerre au Rimosa. L’effectif total est estimé à environ 3 000 combattants. Le soutien public aux CISC est principalement basé dans la province de Leppko, dominée par les Tatsi.

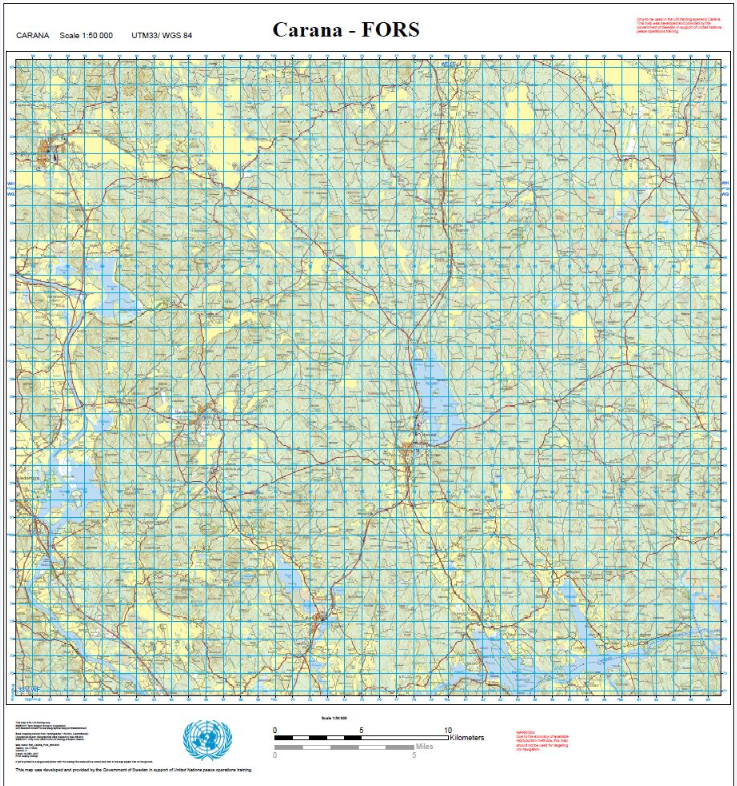
Le mouvement a réussi à rallier de jeunes hommes à sa cause en combinant les politiques antimusulmanes du gouvernement, le zèle religieux et la mauvaise situation économique. La discipline et la cohésion interne de ce groupe rebelle sont actuellement faibles, tout comme le niveau de formation, même si ces derniers temps, on constate de plus en plus la présence d’extrémistes étrangers expérimentés qui ont augmenté le rythme et la qualité des opérations des CISC.

Le MPC disposent d’environ 1 000 soldats et peuvent déplacer environ 400 soldats dans la zone de responsabilité à tout moment. Ils vivent dans la région rebelle de Pyatiletka. On estime qu’il y a 3 à 4 000 rebelles, dont 1 000 sont armés. L’objectif du MPC est de consolider sa position actuelle et d’attendre les élections. Un accident de la route impliquant un véhicule de l’ONU s’est produit dans un village de Pyatiletka, entraînant des représailles de la part du MPC. Bien qu’aucun civil local n’ait été blessé, des images truquées de véhicules endommagés ont circulé en ligne (J-20), laissant entendre que l’accident avait causé la mort d’une femme enceinte. Par la suite, un convoi de l’ONU a été attaqué par le MPC (J-19), entraînant la mort de deux soldats de la paix. Bien que la situation se soit quelque peu désamorcée, cet incident renforce le discours propagé par le MPC, selon lequel l’ONU se comporte de manière imprudente et ne tient pas compte de sa propre politique en matière de droits de l’homme.

Le MPC, organisation se revendiquant comme laïque et qui jouit d’une large popularité, compte au total 10 000 combattants, structurés en groupes de 700 hommes, avec 10 000 à 20 000 sympathisants. Dans l’ouest, elle bénéficie d’un fort soutien de la population, toutes religions confondues. Chacun de ces groupes est dirigé par un chef de commandement et dispose d’un réseau local de sympathisants. Bien que les groupes n’aient pas de structure militaire interne définie, ils sont basés sur un système de sous-commandants qui ont sous leurs ordres un nombre variable de combattants. La loyauté envers les sous-commandants est élevée et la discipline est bonne.

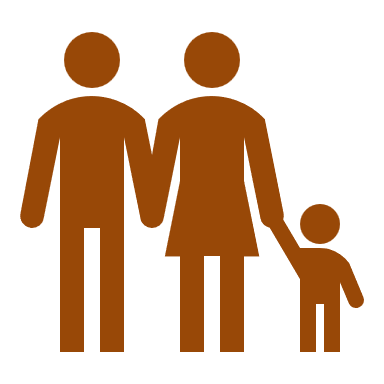
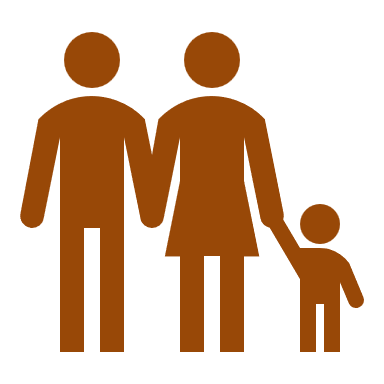
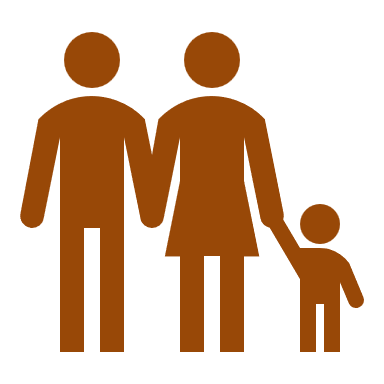
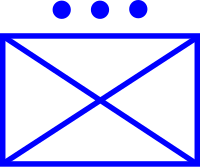
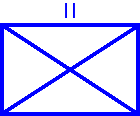
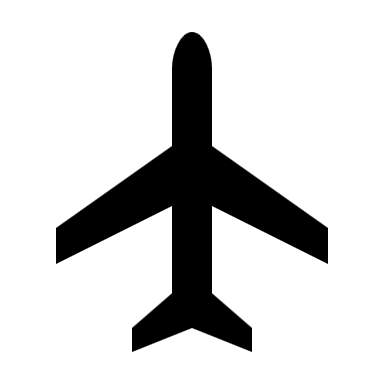
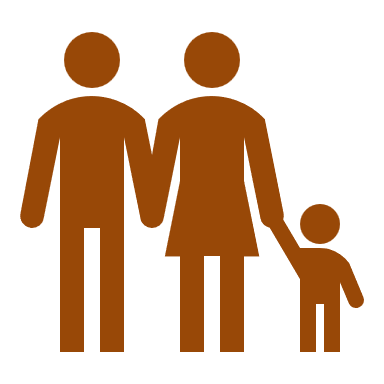
Le quartier général du MPC se trouve à ALUR, mais il s’agit davantage d’un QG symbolique que d’un siège opérationnel. Dans certaines régions, le MPC a supplanté le gouvernement et les fonctions administratives de base. En raison du large soutien de l’opinion publique aux rebelles et du mécontentement à l’égard du gouvernement, le nouveau rôle du MPC est bien accepté par la population de l’ouest, majoritairement Kori.

**Carte de situation**



Groupes criminels

CISC



FDC

Shamalgan

Karaoy

Noviy

**Remarque destinée à l’instructeur :** Les informations graphiques présentées dans ce croquis doivent être présentées au public sous forme de superposition sur la carte à haute résolution fournie. Chaque groupe doit recevoir un exemplaire. Les positions exactes des populations et des groupes armés, etc. doivent être localisées avec précision sur la carte à haute résolution.